

La force de la diversité : amplifier la voix des militantes contre la violence armée



Les remerciements

Ce document d'information a été rédigé et édité par Sarah Masters à partir d'entretiens menés par Jenny Morgan. Nous tenons particulièrement à remercier les membres d'IANSA, Bianca Pabotoy (Philippines) ; Rose Faïda (RDC) ; Sana Ahmad (Pakistan) ; Adèle Kirsten, Mary-Ann Nobele et Monique Hansen (Afrique du Sud) ; et Maria Pía Devoto (Argentine) pour leur temps d'interview pour cet article. L'édition et les commentaires ont été fournis par le Dr Natalie Goldring, Amélie Namuroy, Seydi Gassama et Dr Brian Wood.

L'introduction

Ce document d'information s'appuie sur la perspicacité et l'expérience personnelles d'un éventail de femmes¹ membres d'IANSA travaillant pour prévenir et mettre fin à la violence armée aux Philippines, en République démocratique du Congo, au Pakistan, en Afrique du Sud et en Argentine. À travers des citations et des histoires tirées d'entretiens Zoom par Jenny Morgan en 2021, ce document d'information vise à capturer et à rassembler les connaissances et l'apprentissage pour aider à renforcer la compréhension de certaines des façons dont les dimensions de genre affectent le travail et l'engagement des femmes dans les domaines des armes légères et le contrôle des armes légères (ALPC) et la prévention de la violence armée. En outre, certains contributeurs notent des formes de violence à l'égard des femmes qu'elles ont directement subies en raison de leur militantisme – y compris des menaces personnelles et de la violence en ligne – qui ont un impact négatif sur elles.

Grâce à ce document d'information et à l'apprentissage de leurs différentes expériences, nous avons un aperçu de la gamme d'opinions et d'approches qui existent, et comment celles-ci répondent aux défis du patriarcat et du pouvoir. De cette manière, le partage d'expériences multiples aide les gens à voir leur portée et leur complexité, tout en comprenant les approches que différentes femmes d'horizons divers apportent à leur travail.

La violence armée basée sur le genre

La violence armée basée sur le genre est souvent présumée être infligée uniquement ou principalement aux femmes et aux filles, mais cette compréhension ne tient pas compte de toute l'ampleur du problème. Par exemple, l'impact sexospécifique de la prolifération et de l'utilisation abusive des armes légères, qui comprend la violence sexuelle et l'esclavage, affecte également les personnes LGBTQI+², qui sont souvent omises des définitions des femmes et des filles. En outre, les hommes et les garçons représentent la grande majorité des morts violentes, y compris les homicides par arme à feu et dans les conflits armés directs, et ceux-ci résultent souvent du recrutement forcé de garçons et de jeunes hommes et du fait qu'ils sont ciblés par des soldats, des policiers, des groupes armés, ou gangs criminels sur la base de leur sexe. De même, les forces de sécurité ou les gangs criminels commettent des exécutions extrajudiciaires de personnes transgenres et non binaires, d'homosexuels et de travailleurs du sexe parce qu'ils ne se conforment pas aux rôles de genre prédominants dans la société. Les incidents et les schémas de violence armée basée sur le genre incluent donc, mais sans s'y limiter, la violence armée contre les femmes et les filles. La violence armée basée sur le genre comprend la violence dirigée contre des personnes sur la base de normes et de pratiques discriminatoires liées à leur orientation sexuelle, leur identité ou expression de genre et/ou leurs rôles de genre dans la société.

¹ Dans ce document d'information, le terme « femmes » englobe les femmes et les filles dans toutes leurs diversités, y compris les femmes et les filles LGBTQI+.

² Les Nations Unies, [Groupes vulnérables : LGBTQI+ Libres et égaux NON criminalisés](#).

Les normes de contrôle des armes légères

En 2001, après des années de délibérations à l'ONU et dans d'autres forums internationaux, tous les États se sont engagés lors de l'Assemblée générale à mettre en œuvre le Programme d'action des Nations Unies pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) sous tous ses aspects. (UNPoA). L'objectif de l'UNPoA est de « réduire la souffrance humaine causée par le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et de renforcer le respect de la vie et de la dignité de la personne humaine par la promotion d'une culture de la paix ». L'UNPoA définit une série de normes et de mesures que les États doivent prendre aux niveaux national, régional et international pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite sous tous ses aspects. Pour y parvenir, l'UNPoA a mis en place un processus de rapports et de réunions biennales, ainsi que des conférences d'examen régulières. Les États ont également adopté des instruments régionaux sur les armes légères, principalement en Afrique subsaharienne, dans les Amériques, en Europe et dans le Pacifique, bien que le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et les pays asiatiques aient pris du retard.

Malgré une référence à « la dignité de la personne humaine », la seule référence spécifique aux femmes dans le Programme d'action est « l'impact négatif sur les femmes et les personnes âgées » du commerce illicite des ALPC. Cette formulation considère les femmes comme passivement affectées par les ALPC illicites plutôt que comme des participantes actives et des agents dans la création de vies plus paisibles et plus sûres. Au cours des années 2000 et parallèlement au processus de l'UNPoA, le Réseau des femmes d'IANSA a adopté une approche féministe et a lié les droits des femmes au contrôle des armes légères en participant à la Commission annuelle sur la condition de la femme (CSW), et a également commencé à faire campagne dans le cadre des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre.

Une percée dans l'établissement de normes a été réalisée grâce à la triple alliance d'IANSA avec Amnesty International et Oxfam International dans la campagne Contrôlez les armes pour un traité sur le commerce des armes (TCA) de 2003 à 2013. Cela a impliqué un grand nombre d'organisations de la société civile et de femmes dans plus de 150 pays, aboutissant au premier traité de l'histoire à traiter explicitement de la violence sexiste. Le texte du TCA exige que chaque État partie, lorsqu'il envisage d'exporter une large gamme d'armes, de munitions, de pièces et de composants, « tienne compte du risque » que les armes « soient utilisées pour commettre ou faciliter des actes graves de genre – la violence fondée sur la violence ou les actes graves de violence à l'égard des femmes et des enfants. De tels actes de violence, fondés sur la discrimination, constituent des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les risques à l'exportation doivent être considérés « d'une manière objective et non discriminatoire, en tenant compte des facteurs pertinents », ainsi que les éventuelles mesures d'atténuation, et si le risque est primordial, l'exportation ne doit pas être autorisée.³

Le processus du TCA à l'Assemblée générale des Nations Unies et le plaidoyer d'IANSA et de ses partenaires ont finalement conduit à des étapes progressives dans le processus de l'UNPoA également. Lors de la deuxième conférence d'examen sur l'UNPoA en 2012, les États ont convenu de « faciliter la participation et la représentation des femmes dans l'élaboration des politiques sur les armes légères ». Lors de la troisième conférence d'examen en 2018, le processus du Programme d'action s'était engagé à « encourager la pleine participation et la représentation des femmes, y compris dans des rôles de leadership, et agissant en tant qu'agents de changement, dans les processus d'élaboration, de planification et de mise en œuvre des politiques liés au Programme d'action telles que les commissions nationales sur les armes légères et les programmes liés à la sécurité communautaire, à la réduction de la violence, à la police professionnelle, à la collecte et à la destruction des armes légères et de petit calibre illicites et excédentaires et à la prévention et à la résolution des conflits ».⁴

³ Voir C da Silva et B Wood, [The Arms Trade Treaty: Weapons and International Law](#), Cambridge, Intersentia, 2021, chapitre 7.

⁴ IANSA, [Women's Participation in Small Arms Control and Peace and Security Initiatives](#), mars 2021.

Plus récemment, la résolution adoptée par l'Assemblée générale en décembre 2021 sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (résolution 76/232)⁵ souligne l'importance d'adopter une approche sensible au genre pour le contrôle des armes légères. La reconnaissance des dimensions sexospécifiques de l'utilisation des armes légères et de petit calibre a également progressé grâce aux recommandations contenues dans les documents finals consensuels de la troisième Conférence d'examen, des sixième et septième réunions biennales des États⁶ et du rapport final de la cinquième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes.⁷ Il est également complété par les décisions d'autres organes, notamment le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme.

Soutenue par l'agenda Femmes, paix et sécurité et UN SCR 1325,⁸ la promotion d'une participation équilibrée entre les sexes a été un aspect extrêmement important du travail du Réseau des femmes d'IANSA. Un élément clé a été de veiller à ce que davantage de femmes issues de milieux sociaux divers soient en mesure de participer à la prise de décision sur une question qui, à bien des égards, les affecte de manière disproportionnée.⁹ Ce n'était pas le seul objectif en termes d'efforts pour renforcer l'intégration du genre, mais il est souvent considéré comme le moyen le plus visible et le plus évident de surveiller et de mesurer une participation plus égale des femmes. Cependant, ce domaine nécessite encore une attention particulière pour assurer l'engagement et l'inclusion significatifs des femmes à tous les niveaux ; la parité numérique est insuffisante. Pour comprendre les écarts entre les politiques actuelles et l'objectif d'une participation pleine et effective, il est également important de comprendre et de réfléchir aux expériences réelles des militantes elles-mêmes et aux obstacles et défis auxquels elles continuent de faire face. Ce rapport fournit des informations sur ces questions de la part de plusieurs membres d'IANSA.

L'intégration du genre, l'intersectionnalité et les droits humains universels

Il est inexact d'identifier les femmes uniquement comme des victimes et les hommes comme des auteurs de violence. Une telle vision néglige non seulement le rôle actif que les femmes jouent à l'échelle mondiale dans les initiatives de désarmement menées par la société civile, mais aussi le rôle que les femmes et les filles jouent de plus en plus en tant qu'utilisatrices d'armes à feu, combattantes ou trafiquantes. Même en période de 'paix', le genre doit rester une considération transversale pour les stratégies de lutte contre les ALPC illicites aux niveaux nationaux, régional et mondial.¹⁰

Selon un groupe important d'agences des Nations Unies dont le travail est profondément affecté par la prolifération des armes légères et la violence dans le monde, le terme « intégration de la dimension de genre » a deux dimensions interconnectées. Cela signifie s'assurer que l'impact – sur les femmes et les hommes – de toutes les initiatives de contrôle des ALPC est pris en compte à chaque étape de l'évaluation, de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation. L'intégration du genre permet une meilleure compréhension des rôles que les hommes et les femmes jouent en ce qui concerne les armes légères et de petit calibre, en période de conflit, de reconstruction post-conflit et de situations non conflictuelles.

⁵ [Résolution 66/232 de l'Assemblée générale des Nations Unies.](#)

⁶ Le Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement, [Armes légères et de petit calibre.](#)

⁷ [Les documents de la Cinquième Conférence des États parties \(CEP5\) au Traité sur le commerce des armes.](#)

⁸ IANSA, Renforcer le lien entre le contrôle des armes légères et de petit calibre et les femmes, la paix et la sécurité Ordre du jour, septembre 2021.

⁹ Les hommes souffrent également de manière disproportionnée dans les situations de conflit armé du recrutement forcé, des morts violentes et des blessures, et aussi constituent la grande majorité des homicides par arme à feu, [selon les données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime](#). D'autre part, les femmes et les filles souffrent de manière disproportionnée de la violence armée à la maison, y compris en temps de paix, et souffrent également massivement du déplacement forcé et du refus de nourriture et de services médicaux, éducatifs et autres publics pendant la guerre et la violence extrême des gangs.

¹⁰ IANSA, [Mainstreaming gender in the UNPoA](#), 2012.

L'intégration du genre englobe également la promotion d'une participation équilibrée entre les sexes dans le contrôle des ALPC, la protection des droits des hommes et des femmes à participer à la prise de décision et à coopérer de manière constructive sur une question qui affecte la sécurité de chacun. Le contrôle des ALPC étant traditionnellement considéré comme un domaine masculin, assurer une participation pleine et efficace des femmes nécessite de mettre fortement l'accent sur l'inclusion des femmes – en particulier des communautés affectées et de la société civile – ainsi qu'un engagement en faveur d'un suivi et d'une évaluation sensibles au genre.¹¹

Bien qu'il y ait eu des progrès dans le développement d'analyses sexospécifiques de la prolifération et de la violence des ALPC, il reste encore beaucoup de recherches à faire. Trop souvent, les analyses partent du principe que le genre est synonyme de femmes et que tous les auteurs de violences sont des hommes alors que toutes les victimes sont des femmes. Les analyses doivent reconnaître « la nature interconnectée des catégorisations sociales telles que la race, la classe et le sexe, considérées comme créant des systèmes de discrimination et de désavantage qui se chevauchent et sont interdépendants », c'est ainsi que le dictionnaire Oxford définit « l'intersectionnalité », un terme inventé pour la première fois par le professeur Kimberlé Crenshaw en 1989.¹² D'autres expressions des identités sociales et des modèles de discrimination sont également affectés différemment par la violence armée, et ceux-ci doivent également être analysés. L'analyse doit toujours être centrée sur ce que le Programme d'action appelle « la dignité de la personne humaine », et donc encadrée dans le contexte des droits de l'homme universels où le respect de la dignité humaine doit être traité avec la même préoccupation et le même respect. Cela exige l'absence de violence et l'égalité des chances et des résultats. L'approche des droits de l'homme protège également contre les condamnations générales de tout le monde dans l'une ou l'autre identité sociale. Au lieu de cela, il se concentre sur la sensibilisation aux expressions d'identité socialement construites spécifiques qui contribuent à la violence armée lorsqu'elles sont combinées avec d'autres facteurs sociaux (tels que la prolifération et l'absence de contrôle strict des armes à feu, la prévalence des injustices et la présence de cultures de violence).

De plus, les initiatives de contrôle des armes légères restent largement un domaine masculin à tous les niveaux, des consultations communautaires à la diplomatie internationale en passant par les aspects techniques de la gestion des munitions et des armes.¹³ IANSA continue de donner la priorité à la participation des femmes dans le contrôle des armes légères et les initiatives de paix et de sécurité.¹⁴ Les courtes études de cas qui suivent donnent des exemples d'expériences vécues par des membres d'IANSA travaillant sur ces questions.

¹¹ Les Nations Unies, module [MOSAIC 06.10](#) sur « Les femmes, les hommes et la nature sexuée des armes légères et de petit calibre », New York, octobre 2017.

¹² Kimberlé Crenshaw on [Intersectionality, More than Two Decades Later](#), Columbia Law School, juin 2017.

¹³ IANSA, [Women's Participation in Small Arms Control and Peace and Security Initiatives](#), mars 2021.

¹⁴ Idem

LES PHILIPPINES



« Nous prenons beaucoup de temps pour établir des partenariats avec le gouvernement à tous les niveaux, en les rassurant que nous travaillons pour la paix et que nous sommes là pour soutenir et compléter leur travail existant, au lieu qu'ils considèrent notre plaidoyer comme un travail "supplémentaire. »

BIANCA PABOTOY

Chargée de projet pour la paix et la sécurité des femmes, Center for Peace Education, Miriam College

Les Philippines ont une Magna Carta des femmes, basée sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), et promulguée en 2009. Elle a une politique budgétaire sur le genre et le développement, contrôlée par la Commission philippine sur les femmes, qui oblige les ministères et les institutions gouvernementales à tous les niveaux à allouer 5 % de leur budget annuel à des programmes sur l'égalité des sexes et le développement. Son plan d'action national quinquennal sur les femmes, la paix et la sécurité est en cours depuis 2017 et est le deuxième de ce type. Toutes ces lois et politiques ont tendance à être éclipsées par les informations sur les milliers d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par la police et des gangs armés, principalement avec des armes à feu, depuis que le président Duterte a pris ses fonctions en 2016 et a lancé ce qu'il appelle une "guerre contre la drogue". En septembre 2021, la Cour pénale internationale a annoncé qu'elle ouvrirait une enquête sur ces meurtres en tant que crimes potentiels contre l'humanité.¹⁵

Bianca a partagé son point de vue sur les défis auxquels est confrontée une jeune femme travaillant sur les femmes, la paix et la sécurité et l'élimination de la violence armée aux Philippines. « Je pense qu'au cours des six dernières années de l'administration Duterte, avec la guerre en cours contre drogues, il y a eu beaucoup de revirement en termes de perception des armes légères et des armes dans le pays. Sur le plan culturel, je pense que cette administration renforce les choses négatives à faire avec les armes légères ici, comme le montre la flambée des exécutions extrajudiciaires, la dynamique du pouvoir aussi. Malheureusement, il y a encore beaucoup de machisme dans la culture. »

En raison des engagements des Philippines, comme indiqué plus tôt, Bianca a expliqué : « Lorsque nous faisons de la sensibilisation, nous essayons de parler aux conseillers des petites communautés, ou aux maires, et essayons de les amener à devenir les défenseurs du genre parce qu'au moins dans leur périphérie, nous pouvons intégrer les questions de genre. Cela inclut de parler à la police locale et aux bases militaires qui s'y trouvent, et de les inclure dans notre Women, Peace and Security entraînement. Ils y sont très ouverts ; il y a une différence au niveau national et local, et nous en sommes conscients, c'est donc là que nous essayons de cibler nos efforts d'intégration du genre – en leur rappelant que nous avons en fait cette loi, qu'il y a ce budget Genre et Développement, qui est de 5 % du budget total du gouvernement, qui peut être utilisé, non seulement pour organiser un événement, mais pour constituer une équipe entièrement féminine de maintien de la paix, par exemple, beaucoup de nos efforts sont concentrés. Le Covid-19 a bloqué ce travail local et régional et ils espèrent redémarrer en 2022. »

L'approche de l'intégration du genre a conduit à plus de femmes impliquées mais Bianca a commenté que cela pourrait être renforcé : « Il y a beaucoup de moteurs pour la participation des femmes à la paix et à la

¹⁵ Amnesty International Royaume-Uni, [Communiqué de presse : Philippines. L'enquête de la Cour pénale internationale sur les meurtres liés à la drogue est saluée](#), Septembre 2021.

sécurité et les femmes sont partout. Nous avons beaucoup de femmes législatrices à qui nous parlons ; il y a beaucoup de femmes dans la police, des femmes dans l'armée, donc la visibilité n'est pas vraiment un défi. Mais je pense qu'il y a encore un écart en termes d'implication significative. »

L'organisation de Bianca adopte une approche stratégique de la question et influence l'agenda des responsables nationaux et locaux, et elle reconnaît l'importance de sa réputation dans le travail qu'elle fait : « Une mise en garde importante est que notre organisation relève d'une institution respectée, Miriam College, donc je pense que cette légitimité nous aide à obtenir des réponses lorsque nous faisons de la sensibilisation. Nous prenons également beaucoup de temps à construire ces partenariats avec le gouvernement, en les rassurant toujours que nous travaillons pour la paix et que nous sommes là pour soutenir et compléter leur travail existant, au lieu qu'ils voient cela comme un travail « supplémentaire ». Bianca a raconté son expérience : « Le taux de rotation élevé en politique dans le pays est le plus grand défi [...] C'est pourquoi nous essayons vraiment de pousser au niveau local, car même s'il y a de nouvelles personnes aux postes de direction, au moins les gens autour d'eux, leur personnel, auront été formés sur les questions. Nous sommes un petit bureau, nous travaillons donc dans la limite de nos capacités et de celles de nos partenaires existants – mais je pense que se concentrer sur le niveau local est vraiment la meilleure façon de le faire, car au niveau national, vous êtes en concurrence avec une structure c'est corrompu, ou une bureaucratie qui bouge – et vous ne pouvez pas vraiment parler à ces gens de haut niveau. Mais au niveau local, on peut avoir une longueur d'avance avec les maires, etc. »

Cet accent mis sur la collaboration et l'établissement de relations durables est également évident dans le travail de consolidation de la paix avec les ONG alliées et partenaires, en particulier dans les zones touchées par les conflits. Bianca a poursuivi en expliquant : « Avec des ONG partenaires sur le terrain, nous avons formé quatre équipes féminines de maintien de la paix, deux à Luzon et deux à Mindanao.¹⁶ Nous encourageons les femmes de différents secteurs : elles peuvent être des agents de santé, ou dans le l'église ou les dirigeants autochtones ; nous essayons aussi d'avoir des policières et des militaires. C'est là qu'intervient le contexte des armes légères et de petit calibre, car c'est un moteur évident de la violence dans leurs communautés. Nous encadrons la discussion en utilisant l'Action nationale des Philippines sur les femmes, la paix et la sécurité, en soulignant l'interrelation entre les armes illicites et la violence sexiste, par exemple. Notre objectif en 2020 était en fait d'inclure un accent sur les armes légères dans la formation, car nous étions plus conscients de la question après la première année de mise en œuvre. Nous voulions également nous engager avec d'anciennes femmes combattantes à Mindanao, mais à cause du COVID, nous n'avons pas pu le faire. »

Bianca et son équipe restent concentrées sur le plaidoyer en faveur du contrôle des armes légères et sur la capacité du gouvernement à réagir. Elle a expliqué : « Pour le moment, ils ajustent en fait la loi pour qu'elle soit plus détendue concernant la possession d'armes à feu et le port d'armes en public. [...] Nous avons été surpris par cet amendement. Il y a beaucoup d'armes à feu illicites – beaucoup d'armes qui ne sont pas enregistrées. Les armes sont très bon marché ; ils sont très accessibles. Les magasins d'armes sont stricts, mais les fabricants d'armes illicites, le marché noir, sont très accessibles. Et nous avons des frontières très faibles aux Philippines parce que nous sommes un archipel, donc le détournement, l'entrée, l'importation et l'exportation peuvent passer inaperçus, si vous le mettez dans un bateau de pêche, dans une zone de plage très éloignée – c'est un défi. C'est vraiment une question de ressources – on n'y consacre pas grand-chose. » Elle a ajouté : « Lors d'une réunion de sensibilisation que nous avons menée en 2019, nous avons appris que les bureaux nationaux de la police nationale philippine travaillaient toujours à l'élaboration d'une base de données unifiée pour toutes les armes légères et de petit calibre dans le pays – l'objectif est une base de données nationale, car ce n'est pas existant encore. Une base de données partagée par la police et l'armée serait le précurseur d'un système efficace de contrôle des armes à feu, mais cela n'a pas encore été fait. »

¹⁶ Arlyssa Bianca Pabotoy, « [WePeace](#) » et le maintien de la paix des femmes aux Philippines, The Journal of Social Encounters, volume 5, numéro 2 : Women and Peacebuilding, article 7, août 2021.

Bianca a lié cette situation au Traité sur le commerce des armes (TCA) et a déclaré : « C'est pourquoi je dirais que les Philippines mettent tant de temps à ratifier le TCA, car il y a beaucoup de lacunes dans tout le système qui entravent la mise en œuvre efficace du Traité et le contrôle des flux d'armes dans le pays. Nous avons essayé d'avoir une campagne pour la ratification du TCA et avons eu une réunion avec des responsables depuis la signature des Philippines en 2013 – mais encore une fois, ces personnes ont un roulement élevé. Beaucoup de personnes présentes dans la salle ces dernières années ne seront probablement plus dans la salle en 2022. [...] Je ne vois pas cela comme une chose impossible, mais je pense que cela prendra très, très longtemps avant que nous puissions vraiment mettre en place un système efficace. »

L'accent mis sur les bonnes relations est récurrent, ce qui crée des bases plus solides pour progresser en matière d'influence et de plaidoyer. Bianca a noté : « Notre bureau est principalement lié au Bureau de l'Envoyé spécial sur la criminalité transnationale. C'est le bureau qui s'occupe des mécanismes de l'ONU sur le contrôle des armements – le Programme d'action, le Traité sur le commerce des armes – et « les distribue ». Elle a noté sa contribution aux préparatifs de la septième réunion biennale des États (BMS7) en juillet 2021 et a déclaré : « Tous les points sur le genre que j'ai présentés lors de notre réunion ont été transmis à la Mission des Philippines auprès de l'ONU à New York et mentionnés dans leur déclaration. »

Bianca estime qu'il est essentiel de maintenir le contact avec le gouvernement concernant ses engagements internationaux. « Nous faisons beaucoup de travail de plaidoyer de haut niveau pour mettre en évidence le travail de base qui est fait sur l'intégration du genre. Cela encourage et rassure le gouvernement sur le fait qu'il existe un soutien concret, au-delà de l'obligation du gouvernement, et le gouvernement a été cordial et accueillant envers les ONG qui font pression sur les résolutions de l'ONU. » Elle a conclu : « Mais, pour un changement durable aux Philippines, c'est vraiment à travers les communautés locales – c'est sûr. »



Le Centre pour l'éducation à la paix a organisé une activité pour la campagne 2019 des 16 jours d'activisme intitulée « Planter des graines de paix : 16 graines contre la violence sexiste » afin de fournir un espace pour commémorer les victimes de la violence armée et envoyer un message de plantation graines d'espoir plutôt que de planter des balles.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, SUD-KIVU



"Ici, ils ont une mauvaise opinion des femmes. Alors, une femme qui va vers eux pour dénoncer un agresseur, qui pensez-vous que vous êtes ?"

ROSE FAIDA

Directrice du programme Droits des femmes, Réseau des Femmes en Action pour le Développement Social (REFEADES)

Rose a expliqué que « dans notre situation, la violence est un problème pour les gens, en particulier pour les femmes. Si une femme est violée, c'est un vrai problème pour elle. Elle doit retourner dans sa famille, mais elle a honte, et elle a honte dans la société au sens large. Elle a peur ; elle ne peut dire à personne ce qui s'est passé. Elle craint que la famille l'abandonne, la jette dehors. Et si elle ne peut même pas le dire à son mari, cela devient un problème. Souvent, des hommes armés commettent ces viols. Quand un homme a une arme à feu, il lui est très facile de manipuler les gens. »

La violence armée dans l'est de la RDC, y compris les provinces du Sud-Kivu et de l'Ituri, qui est principalement perpétrée avec des armes légères et de petit calibre et des armes traditionnelles, est principalement alimentée par des économies de guerre, où des groupes armés locaux, des services de sécurité et des services publics indisciplinés, et les groupes armés étrangers appuient leurs activités, en partie ou de manière significative, par des activités d'extorsion ou de racket. Ces économies de guerre augmentent l'insécurité et sont une source de violations des droits humains contre la population en général et contribuent à l'afflux d'armes légères illicites et de violence armée dans la région.¹⁷ Cela a des impacts particuliers sur les femmes et les filles et les formes de violence qu'elles subissent, y compris la violence sexuelle sous la menace d'une arme. Chaque nuit dans l'est de la RDC, des groupes d'hommes armés envahissent un village et se divisent en bandes de trois à cinq, s'introduisant de force dans les maisons où ils saisissent et violent en série des femmes et des jeunes filles.¹⁸

Malgré les initiatives de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR) au fil des ans,¹⁹ Rose a déclaré : « Il y a beaucoup d'ex-combattants qui ont gardé leurs armes et les ont chez eux. Le gouvernement n'a rien fait pour les enlever. Lorsque ces hommes vivent avec des armes à feu dans la maison, il leur est très facile d'intimider qui que ce soit. » Elle a ajouté : « Parfois, un groupe armé surgit soudainement, vole et viole, puis s'en va. En fait, cela arrive assez souvent, car ils se trouvent quelque part dans les environs. Il est impossible de prédire quand cela arrivera. Le problème, c'est qu'il n'y a même pas de police qui surveille ; il n'y a aucune sécurité ; parce que s'il y avait des policiers ici, pour la population, ce ne serait pas comme ça. » Rose a exprimé sa frustration face au manque de volonté politique et d'action : « Les autorités sont les seules à avoir le droit de retirer les armes ; les citoyens ordinaires ne peuvent pas faire cela. Nous essayons de l'augmenter ; le problème est simplement que les autorités nous ignorent. Ils ignorent la question, parfois pour leur propre intérêt, car il y a même des autorités locales qui travaillent avec eux [les hommes armés], ou ils ont des liens parentaux ou familiaux avec eux. Du coup, ça devient compliqué de se plaindre de ça aux autorités. [...] Nous ferons ceci, nous ferons cela, disent les autorités ; mais les années passent et rien ne se passe. »

¹⁷ Service international d'information sur la paix (IPIS), [Conflit analyse et cartographie des parties prenantes au Sud-Kivu et en Ituri, Anvers](#), avril 2021.

¹⁸ Denis Mukengere Mukwege et Cathy Nangini, [Rape with Extreme Violence](#): The New Pathology in South Kivu, Democratic Republic of Congo, PLoS medicine vol. 6.12, décembre 2009.

¹⁹ la MONUSCO des Nations Unies, DDR/RR : [MONUSCO CVS](#), un changement de paradigme stratégique : du DDR traditionnel au DDR de 2e génération.

Bien que REFEADES travaille avec d'autres dans la communauté et la zone locale, tous sont confrontés à des problèmes similaires avec un manque de responsabilité du gouvernement pour la sécurité des populations locales et en particulier pour les femmes victimes de violences sexuelles. Rose a expliqué : « Il n'y a pas de femmes dans l'autorité locale – non, non, non. Ici, ce sont les hommes qui commandent. C'est pourquoi il y a souvent des problèmes – ils nous disent : "Vous les femmes, comment se fait-il que vous veniez vous asseoir ici avec des hommes, en parlant de tout ce que vous voulez ?" Ici, ils ont une piètre opinion des femmes – ils pensent que les femmes ne peuvent rien faire de sérieux ; elles vont juste aux champs, cuisinent pour leurs maris, vont chercher de l'eau – c'est tout ce qu'elles sont capables de faire. Alors, une femme qui va vers eux pour dénoncer quelqu'un – qui pensez-vous que vous êtes ? Parfois, ils nous écoutent, mais ils ne nous donnent pas de réponse ; ils nous disent qu'ils vont s'en occuper, mais ils attendent que nous nous calmons et partions, puis rien n'est fait. Nous devons traiter avec les autorités – nous ne pouvons pas les contourner ; nous vivons ici ; nous devons collaborer avec eux. C'est difficile de travailler avec eux, mais nous devons le faire, pour notre propre sécurité. Nous ne pouvons pas prendre toutes les mesures que nous voulons. S'ils refusent de faire quoi que ce soit, nous devons l'accepter. »

Malgré les défis, Rose et ses collègues continuent de défendre, de représenter et de soutenir les femmes survivantes de violences perpétrées sous la menace d'une arme et les familles des femmes tuées ou blessées. Rose a poursuivi en expliquant : « Lorsque nous rencontrons des femmes qui ont été violées, nous ne pouvons pas simplement les abandonner. Il y a des femmes qui risquent d'être chassées de leurs communautés lorsqu'elles ont été violées, alors nous, en tant qu'association de femmes, allons parler à son mari. Avec certains maris c'est compliqué, ils ne comprennent pas, alors il faut continuer à parler jusqu'à ce qu'ils comprennent, en répétant sans cesse que sa femme n'est pas à blâmer pour avoir été violée, et qu'elle a besoin de son soutien pour dénoncer l'auteur et accéder justice. »

Le système conduit les femmes à être encore plus traumatisées, comme l'a décrit Rose : « Les femmes qui sont violées doivent dénoncer leur agresseur, et ne pas avoir peur de le faire – trouver le courage d'aller parler aux autorités – et puis rien n'en sort. » L'absence de réponse et d'enquête des autorités locales fait que « Très souvent, le violeur fuit la communauté, puis il échappe à la justice, car ça devient compliqué de retrouver quelqu'un qui n'est plus dans notre quartier. Donc, il fallait trouver le courage de parler, et puis il n'y a pas de résultat. » Cette situation est aggravée par la disponibilité et la possession continues d'armes, y compris par des auteurs connus de violence à l'égard des femmes. Rose a ajouté : « Ensuite, nous devons faire prendre conscience aux gens que les armes doivent être retirées aux ex-combattants, car tant qu'ils les ont, ils peuvent continuer à utiliser ces armes pour intimider les gens ».

Il y a un risque important pour Rose et d'autres dans leur travail de soutien aux femmes victimes et survivantes de violences sexuelles sous la menace d'une arme. Elle a déclaré : « Nous continuons à dénoncer, et parfois les choses changent ; mais si vous ne dénoncez qu'une ou deux fois, ils vous sabotent et ne font rien. Ils traînent, et nous attendons. Mais si vous insistez et continuez à dénoncer [les auteurs], ils vous disent qu'ils s'en occuperont eux-mêmes – parce que ces femmes ont déjà beaucoup parlé. » Malgré ces défis et ces dangers personnels, Rose et ses collègues restent engagés dans leur travail en faveur des femmes et des filles du village et des environs. Ils comprennent que leur persévérance, leur voix et leur action collectives sont des facteurs puissants pour se soutenir les uns les autres et faire preuve de solidarité avec les femmes et les filles touchées. Ils continuent de dénoncer la violence et de demander justice, aussi impossible que cela puisse parfois sembler.



(Photo : REFEADES a organisé un atelier de deux jours pour 30 chefs d'établissement de 15 écoles secondaires à Fizi, en RDC, pour discuter des rôles et des responsabilités dans la lutte contre la violence sexiste et la prolifération et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre pour les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste

PAKISTAN (la province de Khyber-Pakhtunkhwa, qui borde l'Afghanistan)



« Je pense qu'il est important que les femmes commencent à parler de la question des armes à feu – cela peut avoir un très bon effet si les femmes en parlent. »

SANA AHMAD

Responsable de programme, Blue Veins

Sana travaille dans un pays où près de 44 millions d'armes sont détenues par des civils selon le Small Arms Survey²⁰, l'un des chiffres les plus élevés au monde (seuls les États-Unis, la Chine et l'Inde en ont plus). Sana a reconnu que dans la province de Khyber-Pakhtunkhwa, « Les armes à feu sont un symbole de pouvoir ici, en particulier dans cette région qui est proche des zones de conflit et où il y a des problèmes de sécurité. Donc, toute personne qui a une arme à feu, c'est un symbole de pouvoir pour elle, un symbole de statut. Les hommes en particulier ont un attachement très étroit à leur armes à feu ; c'est une société patriarcale, et les hommes sont plus susceptibles d'être les détenteurs de l'arme. Les armes à feu sont si faciles à avoir ici – très accessibles, donc tout le monde veut pouvoir en avoir une à la maison, à utiliser en cas de problème. Et quand ils conduisent en dehors de leur quartier, ou partout où ils ne se sentent pas à l'aise, ils gardent des armes avec eux. »

Cependant, le lien entre les armes à feu et la violence contre les femmes reste caché au public et ignoré par les autorités. Sana a révélé : « Les incidents de violence domestique ne sont pas enregistrés, donc il n'y a pas de chiffres officiels disponibles, et nous n'avons pas de données sur le rôle des armes à feu dans la violence sexiste – c'est quelque chose de très nouveau. Mais nous savons que les armes à feu sont utilisées dans des situations de violence, en particulier dans les endroits où il y a des meurtres de filles et de femmes au nom de "l'honneur". Les armes à feu sont utilisées par les membres de la famille dans ces cas ; et dans d'autres cas de violence domestique, des armes à feu sont utilisées à mauvais escient à la maison. » Dans un article de blog de mai 2021, Sana a écrit à ce sujet en notant : « Selon le rapport de l'enquête sur la santé et la démographie au Pakistan 2017-2018, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, 52 % des femmes sont confrontées à la violence de leur partenaire intime.²¹ » Sana a commenté : « Les liens entre le genre et la violence armée, entre la violence sexiste et la violence armée, sont quelque chose que vous pouvez dire caché. Comment les armes à feu contribuent à la violence sexiste – au Pakistan, c'est quelque chose qui n'est pas reconnu. »

Sana et son équipe s'attachent désormais à rendre visible le lien entre les armes à feu et la violence pour les parlementaires. Le travail de longue date de son organisation, Blue Veins, en est la clé. Selon elle, « Blue Veins entretient de bonnes relations avec le gouvernement et les décideurs politiques ; notre travail principal est maintenant de les impliquer et d'attirer leur attention sur cette question – comment la présence d'armes à feu à la maison contribue à la violence sexiste. Nous essayons de mettre cela sur la table des décideurs politiques, de manière formelle et informelle. » Dans le cadre de ce qu'elle appelle les "petits pas", Sana recherche et rassemble des données pertinentes. Elle a indiqué qu'il s'agissait de la première recherche de ce type : « Lorsque je faisais des entrevues avec des répondants ciblés, qui comprenaient des policiers, des décideurs et des médias, j'ai été surprise de voir que ce lien était nouveau pour eux – comme, 'Oui, nous n'y avons jamais pensé. Donc, ils ne s'opposent pas à l'idée – il n'y a pas de contrecoup, pas de commentaires négatifs. Au contraire, ils étaient ouverts, disant qu'il fallait en discuter. J'ai trouvé que les gens sont curieux et intéressés – et surtout parce que c'est une femme qui en parle. Les gens voient les femmes maintenant

²⁰ [Infographie de l'enquête sur les armes légères](#) : possessions mondiales d'armes à feu.

²¹ IANSA, Blog des membres : [Désarmer la violence domestique : A connexion oubliée](#), 25 mai 2021.

dans des rôles différents. Mais les gens veulent aussi des données, et nous n'avons pas de données sur le lien entre les armes à feu et la violence sexiste. Nous avons un nombre limité d'organisations et un nombre limité d'acteurs des droits des femmes qui travaillent sur cette question. »

La nouveauté de la question est un facteur positif selon Sana qui a déclaré : « Nous sommes au stade très précoce de la résolution de cette question... elle n'est pas encore explorée – nous n'avons aucune recherche à ce sujet, nous n'avons aucune donnée. Mais en parler en tant que femme est en fait un message très fort que c'est un secteur important. Elle a ajouté : « J'ai trouvé des personnes soutenant l'idée d'un système de gestion des données qui surveille le nombre de femmes tuées chaque année avec des armes à feu ; dans quelle mesure la violence domestique implique l'utilisation d'armes à feu. Existe-t-il des formes de violence sexiste qui impliquent davantage l'utilisation d'armes à feu ? Et qui sont les auteurs ? Parce qu'il y a une perception générale que la plupart d'entre eux sont des hommes – mais qui sont ces hommes ? Sont-ils un membre de la famille, utilisant l'arme à la maison, utilisant l'arme à l'extérieur ? »

Sana estime qu'être une femme parlant de ces problèmes est un facteur positif : « Donc, étant une femme, il y a eu des interactions régulières à ce stade précoce, et je n'ai pas encore trouvé de gros obstacle. [...] Donc, je pense qu'il est important que les femmes commencent à parler de la question des armes à feu – cela peut donner une très bonne impression si les femmes en parlent. Cela dit, Sana reconnaît les défis, y compris le manque de sensibilisation générale et a commenté : « Cependant, je ne pense pas que les femmes seraient en mesure d'en parler au niveau communautaire, car en dehors de tout le reste, il n'y a aucune sensibilisation à ce sujet à ces niveaux. Même moi, je n'en avais aucune idée jusqu'à ce que je commence à travailler ici – mais si je vois ma mère à la maison, ma sœur, ces femmes n'ont aucune idée qu'avoir une arme à feu à la maison peut contribuer à la violence contre les filles et les femmes ; donc, je ne pense pas qu'il soit facile pour les femmes au niveau communautaire de faire entendre leur voix à ce sujet, en raison du manque de sensibilisation. »

Dans un tel contexte patriarcal, Sana a déclaré que « Cette question est très sensible ; c'est lié à la sécurité et aux normes et au concept de pouvoir. Parce que les femmes croient aussi que leurs hommes leur gardent des armes. Les femmes croient que leur mari ou leur père garde des armes pour leur sécurité. Donc, évidemment, je ne pense pas qu'ils soient susceptibles d'élever la voix et de dire que ces armes contribuent à la violence sexiste à leur encontre. Je pense qu'au niveau communautaire, il est difficile de mobiliser les femmes. Mais au niveau politique, je pense que nous pouvons déclencher une discussion autour de ce sujet. Je pense qu'il est plus important de travailler sur le plan politique, car au niveau communautaire, c'est comme un nouveau-né, on peut dire. » En effet, dans certains cas, les femmes sont encouragées par les hommes à acquérir une arme pour leur protection personnelle, même si au lieu de la sécuriser, l'arme est plus souvent utilisée contre elle. Sana n'est pas étrangère à cette pression. Lorsqu'elle a acheté une voiture, son père lui a dit : « Vous voyagez, vous devez donc avoir une arme à feu, pour votre sécurité. »

Malgré les positions progressistes adoptées par le gouvernement provincial sur des questions politiques, notamment un projet de loi sur le VIH et le sida, Sana a reconnu les défis persistants liés à la possession et à la possession d'armes à feu. Elle a ajouté : « Mais évidemment, sur la violence armée, cela prendra du temps – je ne dis pas que ce sera facile. Du côté de la législation, parce que le gouvernement doit élaborer des lois en tenant compte de l'impact sur les familles des gens, lorsque vous parlez d'interventions sur la possession d'armes à feu... lorsque j'ai eu des conversations avec des intervenants sur le type de recommandations que nous pouvons faire concernant les réponses sexospécifiques à la violence armée et le contrôle des armes à feu, il est très difficile d'adopter une législation pour contrôler l'utilisation des armes à feu parce que nous sommes évidemment un État où il y a des problèmes de sécurité, des problèmes de sécurité. » Sana sait que la question est difficile compte tenu du grand nombre d'armes entre les mains des civils, mais malgré cela, elle pense qu'il existe des moyens d'avancer. Elle a déclaré : "Lorsque je faisais les entretiens, les gens étaient d'accord pour que le gouvernement mette une sorte de limite à l'utilisation des armes à feu." La distinction entre le contrôle et l'utilisation des armes à feu est intéressante dans un contexte de possession civile

généralisée et elle a expliqué : « Si vous ne pouvez pas contrôler quelqu'un qui garde une arme à feu à la maison, vous devriez au moins avoir le contrôle sur l'utilisation de l'arme. Donc, il devrait au moins y avoir des mesures strictes sur l'utilisation des armes à feu. »



Sana Ahmad photographiée ici avec Blue Veins, qui a organisé un atelier « Aim for Change » pour les 16 jours d'activisme contre la violence sexiste en 2020.

AFRIQUE DU SUD

(le point de vue de trois membres de Gun Free South Africa)



« Quand de jeunes collègues disaient "Nous ne savions pas que les gens vous détestaient autant", je pensais "Wow, je ne le vois plus ».

ADÈLE KIRSTEN

Directrice, Gun Free South Africa

Adèle Kirsten est membre fondatrice de Gun Free South Africa et a été l'un des principaux organisateurs de la Gun Control Alliance qui a pris forme en 1999, avec 450 membres de la société civile, qui a contribué à la réalisation de la loi sur le contrôle des armes à feu sous le nouveau gouvernement postapartheid. Malgré ses lacunes, le nouveau système de réglementation pour les propriétaires d'armes à feu civils en Afrique du Sud est considéré comme ayant eu un effet positif significatif sur la réduction des décès, des blessures, des vols et du commerce illicite liés aux armes à feu, ainsi que sur l'amélioration des enquêtes policières et de la sécurité policière.²²

Au cours d'une période de six ans après l'introduction du contrôle des armes à feu, les crimes liés aux armes à feu ont chuté d'un peu plus de 20 %. Entre 1999 et 2009, la proportion d'armes à feu, « comme cause de mort non naturelle des femmes », a été réduite de près de moitié. Les données montrent qu'entre 2002 et 2008, la proportion de décès non naturels dus à l'utilisation d'une arme à feu est passée de 29 % à un peu plus de 10 %. Selon la police sud-africaine, plus de 1,2 million d'armes ont été détruites entre 2000 et 2016, soit une moyenne de plus de 70 000 armes par an²³. Cependant, au cours des cinq années qui ont suivi 2012, le taux de meurtres a augmenté²⁴ et le trafic illicite d'armes à feu était lié au crime organisé, impliquant parfois des policiers²⁵.

Adèle a plaisanté en disant qu'elle avait été aidée en tant que militante par le fait que ses cheveux étaient devenus gris quand elle avait la trentaine. « Et maintenant que je suis complètement grise », dit-elle, « Cela me donne un rang parmi les fonctionnaires du gouvernement. Cela est combiné avec, 'Cette femme existe depuis 25 ans - elle a une mémoire institutionnelle que personne au gouvernement n'a.' Étant donné que l'Afrique du Sud est une société tellement patriarcale, je pense que j'en ai la mesure avec les décideurs politiques, avec les représentants du gouvernement et avec des pairs dans l'espace de la société civile. Peut-être que l'ANC [Congrès national africain], l'EFF [Combattants de la liberté économique] et les députés [membres du Parlement], les hommes, diront : 'Hé, elle est assez intelligente, pour une femme', un peu surpris, un peu amusé. Mais l'organisation est prise au sérieux, et je suis pris au sérieux. Je suppose que le problème est d'avoir des femmes autour de la table ET un programme féministe. Et nous savons qu'en ces temps, ces deux choses peuvent être considérées comme identiques - mais elles ne le sont pas ! »

²² Joseph Dube, « Le contrôle des armes à feu a-t-il causé la chute de la criminalité armée ? The Data Support the Claim », présentation au nom de Gun Free South Africa lors d'un événement parallèle aux Nations Unies à New York le 27 juin 2018 lors de la troisième conférence d'examen du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre.

²³ Chiffres cités par Gun Free South Africa, Media Statement « Scrap the Surplus! 9 juillet Journée internationale de la destruction des armes à feu », Johannesburg 9 juillet 2017, et basé sur les rapports annuels du service de police sud-africain pour les années 200/2001 à 2016.

²⁴ BBC Reality Check Team, "[Crime en Afrique du Sud : le pays peut-il être comparé à une zone de guerre ?](#)" BBC News, 18 septembre 2018.

²⁵ Peter Danssaert et Brian Wood, [Surplus and Illegal Small Arms, Light Weapons and their Ammunition: les conséquences de ne pas les éliminer et les détruire en toute sécurité](#), IANSA et IPIS, juin 2017, pp 12-13.

La difficulté en ce moment, dit Adèle, c'est que pour certaines jeunes femmes noires vivant dans les townships, la possession d'armes pour l'autodéfense apparaît comme une solution, tant par rapport à la délinquance générale que par rapport aux violences sexuelles. Elle a expliqué : « Ils disent que les femmes ont besoin d'une arme à feu pour se protéger contre un intrus masculin, mais la réalité est que c'est le partenaire intime masculin avec sa propre arme qui est la menace. » Elle a poursuivi : « On nous dit parfois que le problème avec Gun Free South Africa est que nous nous concentrons sur l'arme plutôt que sur le problème sous-jacent de l'inégalité entre les sexes. En tant que féministes, nous devons nous y engager. La majorité des propriétaires d'armes à feu à travers le monde sont des hommes et souvent la possession d'armes à feu est une extension de l'identité et du pouvoir masculins – pour nous, la contester est conforme à l'analyse féministe. »



AFRIQUE DU SUD

(le point de vue de trois membres de Gun Free South Africa)

« Nous comprenons la loi pour ce qu'elle devrait être, mais pas pour ce qu'elle est réellement dans ces communautés. Si la loi échoue déjà maintenant, que feraient les nouvelles lois sur les armes à feu ? Elles ne seraient probablement pas appliquées. Alors, quelle différence cela ferait-il ? »

MARY-ANN NOBELE

Coordinatrice régionale Gauteng, Gun Free South Africa

Mary-Ann Nobele, 22 ans, a l'expérience de la violence armée à la fois dans le monde noir et dans le monde blanc de l'Afrique du Sud post-apartheid. Voir la différence l'a galvanisée pour devenir une militante. Elle a expliqué : « J'ai grandi dans le canton d'Alexandra [une partie de la ville de Johannesburg], et mon grand-père possédait une petite boutique de souvenirs dans le canton. Un soir, il rentrait chez lui et ils ont pointé un pistolet sur sa tempe. Ils ont appuyé sur la gâchette, mais le pistolet s'est coincé, sinon cela aurait pu lui faire perdre la vie. Ma grand-mère a un parc à l'arrière de sa maison, et chaque nuit il y a des coups de feu. Tirez les couvertures sur votre tête et n'entendez rien, ne voyez rien. C'était normal.

Ensuite, mes parents nous ont fait sortir du township, et je suis allé dans une "bonne" école [c'est-à-dire une école auparavant entièrement blanche], et ils n'avaient rien à voir avec la violence armée. Ils étaient comme, 'Non, on va se coucher ; si quelque chose arrive, le système de sécurité se déclenche et nous sommes protégés.' Alors, j'ai réalisé que ce dans quoi j'ai grandi n'est pas une vie normale. »

Mary-Ann réfléchit à son expérience positive de travail avec la GFSA et au soutien des personnes âgées, y compris des militants, et a déclaré : « Je pense que la raison pour laquelle je ne me sens jamais intimidée ou effrayée, c'est parce qu'il y a beaucoup de personnes âgées autour ; quand ils voient une jeune fille parler d'un problème aussi grave, essayant d'apporter des changements dans la communauté, c'est presque admiratif. Donc, il y a beaucoup de soutien de la part de la génération plus âgée en termes de – eh bien, vous êtes jeune et vous essayez de travailler – cela leur donne de l'espoir pour l'avenir de notre pays. Je pense que les femmes d'âge moyen et plus âgées sont nos alliées. Je pense qu'il s'agit d'un groupe de personnes auxquelles nous ne prêtons pas assez d'attention et la raison pour laquelle je pense qu'ils sont des alliés, c'est parce qu'ils comprennent que ce sont leurs enfants qui sont en danger ; ce sont leurs fils qui commettent ces crimes. Je me souviens que nous avions un atelier – et chaque fois que nous organisons quelque chose, ce sont majoritairement des femmes – et ces dames se sont levées en disant : 'Je suis enseignante, c'est ce à quoi je m'occupe' ; et ils étaient tous tellement passionnés. »



AFRIQUE DU SUD
(le point de vue de trois membres de Gun Free South Africa)

« Je ne pense pas que le problème soit qu'une femme travaille sur ces questions. Il y a certaines personnes qui veulent faire une différence, et pour faire une différence, nous devons simplement retirer les armes. »

MONIQUE HANSEN

Coordinatrice régionale des jeunes, Gun Free South Africa

Monique Hansen est basée à Atlantis, à 25 miles au nord de Cape Town. Elle a expliqué : « Quand les gens entendent le nom 'Atlantis', ils pensent à la violence armée et à la violence des gangs. » Bon nombre des armes à feu illégales utilisées dans les entreprises criminelles d'Atlantis proviennent de sources policières.²⁶ Monique s'est engagée auprès de la GFSA depuis 2017 et sa relation avec Adèle Kirsten s'est développée à partir de là : « Adèle connaît les affaires légales, la possession légale d'armes à feu, mais elle ne connaît pas vraiment les problèmes auxquels nous sommes confrontés, les armes illégales et le gangstérisme. » Alors, quand la GFSA a demandé à Monique de devenir coordinatrice jeunesse régionale, elle n'a pas hésité : « J'ai vu le besoin de sensibiliser et d'éduquer les gens sur les dangers des armes à feu mais c'est complexe, donc il faut qu'on soit sur le terrain et qu'on fasse le lien avec tous les autres problèmes qui mènent à la violence des gangs, et pourquoi nous avons la violence armée à la fin. »

Comme l'a mentionné Mary-Ann, Monique pense également que la violence armée est devenue tellement normalisée que les communautés ne l'incluent même pas parmi leurs problèmes prioritaires : « L'objectif principal est d'avoir une nation sans armes à la fin ; mais nous devons également être réalistes – pourquoi les gens portent-ils des armes à feu en premier lieu ? C'est à cause du crime. Et pourquoi avons-nous le crime en premier lieu ? C'est à cause de la pauvreté ; c'est à cause du manque de ressources dont nous disposons dans nos communautés ; chômage [...] Les membres de la communauté ont l'impression que la violence armée et la violence des gangs sont la chose normale ; comme si nous méritons ce genre de comportement. Et ce n'est pas seulement maintenant ; ça vient déjà de l'époque de l'apartheid. Donc, mon objectif est vraiment de commencer avec l'état d'esprit. » Les programmes de sécurité communautaire sont liés au contrôle des armes légères et de petit calibre en aidant les communautés à se sentir plus en sécurité et, par conséquent, moins susceptibles d'utiliser des armes de manière nuisible.²⁷

La position unique de Monique en tant que jeune militante ayant une expérience directe du contexte est claire lorsqu'elle explique : « Je sais qu'il y a toujours une raison pour laquelle ces jeunes garçons rejoignent des gangs – parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire, ou qu'ils veulent que ces choses matérielles ; ils veulent attirer l'attention et ils veulent avoir l'air cool. Beaucoup de jeunes filles commencent à tomber amoureuses de membres de gangs, aussi à cause de choses matérielles – les papas ne sont pas là, alors ce type me donne l'attention et l'amour dont je rêvais, alors ils tombent aussi dans ce piège. Donc, ce sont eux qui détiennent les armes des membres du gang, parce qu'il y a bien quelquefois où la police ne fouille pas les copines ou les femmes qui étaient là [...] Les jeunes filles et les jeunes garçons qui sont en ces gangs, vous pouvez voir qu'il y a toujours une raison pour laquelle ils se joignent, et nous ne le vivons pas comme ils le vivent – la violence à la maison, ou le mode de vie, le milieu, la culture. » L'expérience de Monique reflète certaines des conclusions d'un document d'information d'IANSA de 2022 qui a exploré la relation complexe

²⁶ Dans son livre *Give Us More Guns* (2021), Mark Shaw affirme que le grand nombre d'armes de police vendues par Christiaan Prinsloo n'ont pas été les premières à se retrouver entre les mains de criminels. L'assassinat de l'enquêteur de police Charl Kinnear au Cap en 2020 était encore un de plus dans une série de meurtres liés à la soi-disant saga des « armes aux gangs » qu'il documente.

²⁷ MOSAIC [Module 04.20](#), Conception et mise en œuvre de programmes de sécurité communautaire.

entre la masculinité et la violence armée, qui a été façonnée de manière systémique, culturelle et politique, et est profondément enracinée dans le patriarcat.²⁸

Monique implique activement les hommes et les garçons dans son travail, mais couvre également les besoins de base dans le cadre de l'approche, notamment en offrant de la nourriture. Elle a expliqué : « Chaque fois que nous avons un programme ou un atelier avec des jeunes sur la violence armée et les dangers des armes à feu, nous invitons toujours les garçons et les jeunes hommes à venir, car ils sont les auteurs, et ils sont aussi pour la plupart les victimes. Nous essayons de donner de la nourriture ; nous mentionnons la nourriture dans nos dépliants, à cause de notre mode de vie ici, de la pauvreté et du chômage. Les gens sont impatients de venir chercher de la nourriture. » Elle réalise également le rôle important que les filles peuvent avoir en tant qu'agents de changement dans la communauté locale et a déclaré : « Nous essayons d'influencer les filles pour qu'elles se joignent à nous pour voir qu'il y a quelque chose de mieux que de simplement traîner avec un membre de gang. De plus, nous avons besoin d'eux pour nous aider à enseigner, à éduquer et à faire venir ces jeunes garçons. Nous demandons aux filles : Voulez-vous vraiment un petit ami qui fasse ceci ou cela – quelque chose de négatif ; et nous l'intégrons pour que les garçons voient que les filles ne m'accompagneront pas si je suis membre d'un gang. » Monique a réfléchi sur le rôle des jeunes femmes qui effectuent et font campagne pour le changement et a partagé son point de vue personnel : « Vous pouvez voir que dans le monde entier, ce sont surtout les femmes qui sont en première ligne pour apporter le changement – les jeunes femmes – ce sont elles qui essaient toujours d'apporter le changement. Si nous pouvons avoir plus de jeunes filles, de jeunes femmes, de notre côté, nous pouvons essayer de trouver plus d'idées sur la façon dont nous pouvons amener les garçons et les jeunes hommes à s'impliquer. »

Comme l'expérience de Rose en RDC, Monique a reconnu les impacts négatifs sur elle, ainsi que certaines des façons qui ont été développées pour répondre aux questions de sécurité et de bien-être qui soulignent l'importance de la collaboration, du soutien mutuel et de la solidarité, Monique a expliqué : « Le travail d'activisme dans notre communauté, ce sont surtout des femmes et des jeunes qui travaillent avec moi ; cela peut devenir un peu dangereux. Nous sommes beaucoup de jeunes femmes dans mon équipe ; nous avons des séances sur la santé mentale et nous avons des séances sur les traumatismes si nous sommes harcelés sur les réseaux sociaux ou dans notre travail de proximité. Nous avons été formés sur la façon de gérer des choses comme ça, et si ça devient trop, il y a une plate-forme pour que nous en parlions et reculions un peu. Et parce que nous avons tellement de partenaires dans notre communauté qui travaillent toujours avec nous, nous ne sommes jamais seuls dans nos actions de sensibilisation ; il y a toujours un autre partenaire qui connaît mieux la communauté et qui sait comment aborder ces membres de gangs ou comment aborder les jeunes. Il s'agit donc d'établir des partenariats ; c'est ce qui est important pour nous face à ces dangers. »



La campagne Gun Free Valentine, une initiative lancée par Gun Free South Africa (GFSA), membre de l'IANSA, vise à sensibiliser aux risques d'avoir une arme à feu à la maison, à la violence conjugale (VPI) et à la façon dont des lois efficaces peuvent sauver des vies. Voir ci-dessus le logo de la campagne 2022 et un graphique créé par la GFSA. Cette campagne a été largement partagée sur les réseaux sociaux.

²⁸ IANSA, [Ways to Address Hegemonic Masculinity and Gun Violence](#), février 2022.

ARGENTINA



"I cannot do other than what I do – this work on guns."

MARIA PÍA DEVOTO

Director, Association for Public Policies (Asociación para Políticas Públicas – APP)

L'APP a été créée en 2002 après la crise économique, sociale, institutionnelle et politique en Argentine et, avec d'autres ONG, a créé le Réseau pour le désarmement (Red Argentina para el Desarme). Maria Pía est actuellement la représentante de la société civile au Conseil d'administration du Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre.²⁹ Maria Pía a commencé par partager ses opinions personnelles : « Je suis une militante, je suis une féministe bien sûr, mais ma 'cause' ce sont les armes à feu. L'environnement, l'avortement – bien sûr, je suis d'accord avec ces campagnes – mais ma cause, ce sont les armes à feu. Les armes sont associées à la masculinité, au pouvoir, bien sûr, mais je dois avouer qu'en général je n'ai jamais ressenti d'hostilité lorsque j'aborde ces questions. C'est peut-être parce que je vis en ville – Buenos Aires est une grande ville – et comme beaucoup de grandes villes, c'est progressif. Et en général, je dirais que les médias sont avec nous – plus près du désarmement et contre la violence. »

Lorsque le Réseau pour le désarmement s'est formé en 2004, 1,2 million d'armes détenues légalement et à peu près le même nombre d'armes illégales circulaient en Argentine.³⁰ En 2003, dix personnes sont mortes chaque jour de blessures par balle. Maria Pía a expliqué que le Réseau pour le désarmement a élaboré des propositions législatives pour le contrôle des armes légères mais qu'il a obtenu de 'très petits succès' au cours des premières années : « Nous sommes allés au parlement ; nous avons commencé à rencontrer des ministres. Ils nous ont reçus, ils ont été polis, bla bla bla, mais ils n'ont pas vraiment vu le problème. »

Puis, en juillet 2006, quelque chose s'est produit qui a tout changé et a souligné que la violence armée est un problème qui touche tout le monde, quel que soit son statut, sa classe ou son éducation. Maria Pía a raconté l'histoire d'un jeune homme qui a été abattu dans une rue très fréquentée, un événement quotidien mais généralement avec peu d'attention médiatique ou d'action policière. La victime décédée, Alfredo Marcenac, était un étudiant universitaire et issu d'une famille de la classe moyenne. L'affaire a choqué le pays car il s'agissait d'une fusillade au hasard dans une rue animée où six autres personnes ont été blessées dans la fusillade, après quoi l'agresseur s'est simplement éloigné. Les parents d'Alfredo sont devenus une partie active de la campagne de sensibilisation qui a suivi, ce qui a conduit à une couverture médiatique qui a poussé la police à l'action.³¹ Après qu'il a été découvert que l'agresseur était le propriétaire légal de l'arme utilisée, la pression politique s'est intensifiée pour modifier la loi. Cela a finalement conduit le président Néstor Kirchner à déclarer l'état d'urgence nationale. En août 2006, la loi 26.216, le programme national pour la remise volontaire des armes à feu, a été présentée au Congrès, ouvrant la voie à un programme de rachat d'armes à feu et de munitions.³² Le Réseau pour le désarmement a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement pour rédiger la loi, qui comprenait des dispositions de paiement pour rendre le programme aussi accessible au plus grand nombre de personnes possible.

²⁹ [Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre](#).

³⁰ Marcela Valente, Inter Press Agency (IPS), [Argentine : Le gouvernement proposera de l'argent contre des armes à feu](#), août 2006.

³¹ Rodolfo Palacios, "[Salíó a la calle, disparó a quemarropa y mató como si fuera un videojuego](#)", InfoBae Crimen y Justicia, September 2020.

³² United Nations Office on Drugs and Crime, "[Less guns, less violence. Argentina moves forward in firearms destruction](#)", May 2012.

Le Réseau pour le désarmement a travaillé avec l'agence qui a mis en œuvre le programme et a poursuivi une approche centrée sur les femmes. L'approche était basée sur les rôles et les stéréotypes de genre traditionnels. Maria Pía a expliqué : « Nous avons fait appel aux mères pour convaincre leurs fils de rendre les armes – et cela a fonctionné ! Le rôle de la mère dans certains domaines est encore très fort. Tu peux être un criminel, mais si ta mère te dit de faire quelque chose, tu le fais. Donc, notre appel était aux femmes pour qu'elles prennent soin de leur famille – si vous voulez que votre famille soit en sécurité, essayez de convaincre votre partenaire ou votre fils de rendre l'arme. Nous avons remarqué d'après l'enquête que nous avons fait que les gens allaient rendre leurs armes parce que leur mère le leur avait demandé ! [...] Donc, je pense que les femmes se sont senties responsabilisées par ce message. »

Le Réseau pour le désarmement a poursuivi son engagement dans le programme qui a abouti à la collecte et à la destruction de plus de 300 000 armes entre 2007 et 2015.³³ Maria Pía a fait remarquer : « Chaque arme rendue est une arme de moins dans une maison ou dans la rue », et a ajouté que la publicité et l'anonymat du processus étaient essentiels : « Dans les petites villes, par exemple, lorsque les gens ont compris qu'ils obtiennent l'argent, et il n'y aurait pas de questions du tout, plus de gens ont commencé à s'approcher. » En 2009, le ministère de la Justice a créé un bureau de la femme – 'Oficina de la Mujer' – dans le but de promouvoir une perspective de genre dans la planification institutionnelle et les processus internes du système judiciaire afin de parvenir à l'équité entre les sexes. Ce bureau a publié plusieurs rapports sur l'étude des féminicides en Argentine où l'arme d'utilisation est décrite, y compris l'utilisation d'armes à feu. Selon des rapports récents de ce bureau, il y a eu 251 victimes de « féminicides directs » en Argentine en 2020,³⁴ et entre 2017 et 2020, 24 % des féminicides dans le pays ont été commis avec des armes à feu, alors que ce pourcentage est passé à 37 % lorsque cela implique de multiples féminicides.³⁵

En 2013, le World Future Council, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les affaires de désarmement et l'Union interparlementaire, a décerné un prix au gouvernement argentin pour son travail sur le désarmement. Le ministre argentin de la justice et des droits de l'homme, Julio Alak, a reçu le prix et Maria Pía était présente à la cérémonie pour représenter les organisations de la société civile.³⁶ Maria Pía a expliqué : « Notre objectif pour le moment est de communiquer le lien entre les armes à feu et le féminicide, entre les armes à feu et le machisme. Nous sommes en contact avec le ministère du Genre et de la Diversité que nous avons maintenant avec ce nouveau gouvernement. Nous avons eu de nombreuses réunions avec eux, et nous allons organiser un webinaire Zoom sur la démystification des mythes – l'idée que l'arme à feu vous protège, par exemple – rendre la question plus visible, car elle est encore invisible, la relation de la violence armée et le sexe. Les intersections entre le genre, la classe, la race et le statut économique sont sans aucun doute des facteurs dans les expériences positives de Maria Pía en matière d'activisme et de plaidoyer en Argentine.

APP a une présence très active sur les réseaux sociaux et a créé des graphiques, des vidéos informatives et d'autres contenus pour les campagnes de la Semaine mondiale d'action et des 16 jours d'IANSA, illustrées ici sur leur page Instagram : @app.argentina.



³³ [Ministerio de Justicia y Derechos Humanos Argentina](#), Agencia Nacional de Materiales Controlados - ANMaC.

³⁴ Corte Suprema de Justicia de la Nación, [Registro Nacional de Femicidios de la Justicia Argentina](#), Resumen de la Edición 2020.

³⁵ Corte Suprema de Justicia de la Nación, Oficina de la Mujer, ["Femicidios con armas de fuego en uno de cada cuatro casos"](#), 2022; Informe especial: Adultas mayores víctimas de femicidio en Argentina, 2017-2019; [Informe especial: Niñas, adolescentes y jóvenes menores de 20 años víctimas de femicidios en Argentina](#), 2017-2019.

³⁶ [Argentina's National Programme: Surrender of Firearms](#), futurepolicy.org; ["La Argentina ganó un premio de la ONU por el Plan de Desarme."](#) Infojus Noticias, 2013; ["Treaty of Tlatelolco Wins Future Policy Award 2013,"](#) World Future Council.

Les remarques conclusives

Nous remercions les contributeurs à ce document d'information. Ils mettent en évidence la diversité des membres d'IANSA et le travail difficile accompli par les militantes d'IANSA à travers les continents, couvrant une gamme d'expériences et d'approches. Il est important de reconnaître que le travail et le parcours de chaque personne pour mettre fin à l'utilisation abusive et à la prolifération des armes légères s'effectuent dans des contextes différents. Néanmoins, l'engagement continu et soutenu pour parvenir à un changement tangible est au cœur de leur travail et de leur activisme. La solidarité et la collaboration évidentes à travers les approches décrites par les femmes interrogées sont également au cœur de l'IANSA en tant que réseau international. Le partage et l'apprentissage possibles entre les membres nous permettent également de progresser dans notre travail et nos démarches collectives, notamment dans notre plaidoyer national et international. L'importance de la solidarité et du soutien est également soulignée par la réalité de certains militants qui sont confrontés à des menaces pour leur travail, leur bien-être et même pour leur vie, comme l'ont noté certaines des personnes interrogées dans ce document.

IANSA donne la priorité aux actions de plaidoyer et de sensibilisation du public basées sur des faits. Dans la mesure du possible, IANSA encourage ses membres à utiliser un engagement constructif avec les fonctionnaires, en tenant les gouvernements responsables conformément aux normes et lois internationales qu'ils adoptent, y compris dans l'UNPoA, le TCA et d'autres instruments. Grâce à ses membres, IANSA écoute, inclut et collabore de manière significative avec divers groupes de femmes et crée un espace pour qu'elles puissent participer, innover et s'exprimer. Notre travail et nos actions s'appuient sur l'expérience vécue et nous reconnaissons et faisons confiance à l'expertise et aux connaissances acquises par les militants en disant la vérité au pouvoir.

Alors que l'accent mis sur l'intégration du genre dans le contrôle des armes légères et le désarmement doit viser à atteindre la participation pleine et effective des femmes, l'égalité des sexes, la parité entre les sexes et l'intégration du genre doivent également inclure l'analyse des relations, des différences et des inégalités entre les sexes.³⁷ Le réseau des femmes d'IANSA reste un espace important de coordination et de collaboration, mais pas isolé du travail du réseau plus large de tous les militants. Nous restons attachés à l'intégration de la dimension de genre car cela nous permet de mieux comprendre les rôles que jouent les hommes et les femmes par rapport à la violence armée dans divers contextes – dans les situations de conflit, de reconstruction post-conflit et de non-conflit. Dans ce cadre, la promotion de l'égalité par une participation équilibrée entre les sexes et la participation pleine et effective des femmes restent des domaines d'intérêt importants pour IANSA, dans le cadre de notre approche intersectionnelle et inclusive en tant que mouvement.

Cette diversité de membres, y compris leur expertise, leur expérience et leur portée géographique, contribue à faire d'IANSA un mouvement unique qui reconnaît les changements auxquels nous pouvons contribuer à tous les niveaux – communautaire, national, régional et international.



Funded by the United Nations
through financial contributions received
from the European Union (CFSP 2018/2011)

³⁷More information can be found in the [MOSAIC module 06.10](#) on “Women, men and the gendered nature of small arms and light weapons.”